

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicolas Pépin, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Raymond pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature 

Date 21 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	33
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	34
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	35
Situation financière par organismes	36
Charges par objets	37
Excédent (déficit) accumulé	38
Avantages sociaux futurs	42

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE SAINT-RAYMOND

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Raymond (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MALLETTE S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Saint-Raymond, le 21 mai 2025

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A134764

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	18 082 265	18 275 196	16 973 062
Compensations tenant lieu de taxes	2	548 470	589 422	580 060
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 642 994	8 431 290	4 564 655
Services rendus	5	3 196 703	3 674 996	3 447 055
Imposition de droits	6	652 000	1 751 205	1 094 792
Amendes et pénalités	7	94 000	160 621	124 273
Revenus de placements de portefeuille	8	10 642	35 066	39 858
Autres revenus d'intérêts	9	201 100	316 299	287 188
Autres revenus	10	599 049	950 892	1 266 041
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	25 027 223	34 184 987	28 376 984
Charges				
Administration générale	14	3 542 147	3 543 620	3 724 198
Sécurité publique	15	3 854 783	3 909 033	3 640 011
Transport	16	6 591 535	6 740 188	6 545 266
Hygiène du milieu	17	5 070 234	5 275 299	4 868 400
Santé et bien-être	18	86 800	85 035	82 438
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 948 096	2 007 792	1 671 057
Loisirs et culture	20	4 524 440	4 465 184	4 313 223
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	909 790	1 063 123	729 945
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	26 527 825	27 089 274	25 574 538
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 500 602)	7 095 713	2 802 446
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		63 696 219	60 893 773
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		63 696 219	60 893 773
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		70 791 932	63 696 219

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 422 191	6 607 172
Débiteurs (note 5)	2	16 251 883	13 122 582
Prêts (note 6)	3	757 708	528 665
Placements de portefeuille (note 7)	4	813 474	701 807
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	22 245 256	20 960 226
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	485 940	91 673
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 904 561	3 034 898
Revenus reportés (note 11)	12	9 140 291	8 457 518
Dette à long terme (note 12)	13	30 503 616	27 511 786
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	818 540	743 185
	16	45 852 948	39 839 060
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(23 607 692)	(18 878 834)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	93 588 012	81 597 955
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	509 210	355 928
Stocks de fournitures	20	205 098	210 909
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	175 596	433 826
	23	94 477 916	82 598 618
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	70 870 224	63 719 784
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	70 791 932	63 696 219
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	78 292	23 565
	27	70 870 224	63 719 784
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 500 602)	7 095 713	2 802 446
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	28 354 490)(	16 115 325)(	9 400 791)
Produit de cession	3		17 908	47 751
Amortissement	4	3 730 814	4 026 113	3 727 748
(Gain) perte sur cession	5		81 247	(47 751)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(24 623 676)	(11 990 057)	(5 673 043)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(153 282)	(17 453)
Variation des stocks de fournitures	10		5 811	(107 366)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		258 230	(283 830)
	13		110 759	(408 649)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		54 727	23 565
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(26 124 278)	(4 728 858)	(3 255 681)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(18 878 834)	(15 623 153)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(18 878 834)	(15 623 153)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(23 607 692)	(18 878 834)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	23 565	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	54 727	23 565
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	54 727	23 565
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	78 292	23 565

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 095 713	2 802 446
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 026 113	3 727 748
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3.1	81 247	(47 751)
	4	11 203 073	6 482 443
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 129 301)	(74 150)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 945 018	(119 305)
Revenus reportés	8	682 773	662 701
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(153 282)	(17 453)
Stocks de fournitures	11	5 811	(107 366)
Autres actifs non financiers	12	258 230	(283 830)
	13	10 812 322	6 543 040
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	16 115 325) (	9 400 791)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	17 908	47 751
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(16 097 417)	(9 353 040)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	267 343) (	)
Remboursement ou cession	20	38 300	37 586
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	56 940) (	65 506)
Cession	22		
	23	(285 983)	(27 920)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 244 506	4 248 015
Remboursement de la dette à long terme	25 (	2 225 977) (	2 095 924)
Variation nette des emprunts temporaires	26	394 267	91 673
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(26 699)	29 112
Autres			
▪	28.1		
	29	3 386 097	2 272 876
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 184 981)	(565 044)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 607 172	7 172 216
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	6 607 172	7 172 216
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 422 191	6 607 172

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Raymond (ci-après « la Ville ») est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

La Ville contrôle l'organisme suivant : La Corporation de Développement de Saint-Raymond inc. (CDSR).

b) Partenariats

L'organisme périmunicipal comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle est : la Régie régionale de Gestion des Matières résiduelles de Portneuf (ci-après la « Régie »).

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de ce partenariat pour l'exercice est de 16,81 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 16,76 % en début d'exercice à 16,81 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville, de la CDSR et de la Régie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille de la Régie sont évalués à la juste valeur marchande.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et du Fonds - réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (pour la Régie)

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Régie comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon les méthodes, les durées et les taux suivants :

Pour la Ville, selon la méthode linéaire :

	Durées
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Pour La Corporation de Développement de Saint-Raymond inc. :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Méthodes	Durée ou taux
Bâtiment	dégressive	4 % et 20 %
Ameublement et équipement de bureau	dégressive et linéaire	20 % et 3 ans

Pour la Régie, selon la méthode linéaire :

	Durées
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

La Ville, la CDSR et la Régie capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville, la CDSR ou la Régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville, la CDSR ou la Régie bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les gains et pertes sur cession de placements sont calculés selon la méthode du coût d'acquisition moyen (pour la Régie);

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR) offert par la Ville et la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net des montants des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

-Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

-pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville, la CDSR et la Régie évaluent initialement leurs actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elles évaluent au coût.

Elles évaluent ultérieurement tous leurs actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Coût de transaction et commissions (Régie)

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur (Régie)

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 422 191	6 607 172
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 422 191	6 607 172
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 422 191	6 607 172
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 422 191	6 607 172
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant le solde du fonds de roulement de la Ville de 91 479 \$, du solde de la réserve financière - disposition des boues de 263 130 \$, du solde de la réserve - dépenses électorales de 43 624 \$, du solde disponible pour règlement d'emprunt de 2 011 811 \$, de la réserve industrielle de 2 432 540 \$, du solde du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques pour 1 450 000 \$, du solde du Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels de 66 711 \$, de la subvention perçue d'avance de la SHQ pour 6 656 709 \$, de la part de la Régie de 439 511 \$ et de la part de la CDSR de 394 396 \$. Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient insuffisants de 9 427 720 \$ pour couvrir ses fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 101 213	1 112 820
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	11 431 357	9 314 349
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 341 508	1 201 655
Organismes municipaux	13	327 272	164 828
Autres			
▪ Autres	14.1	2 050 533	1 328 930
	15	16 251 883	13 122 582
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 117 797	5 858 260
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 117 797	5 858 260
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		403
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	8 485 736	7 497 933
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	809 953	488 474
Ministère de la Culture et des Communications	25	49 967	42 866
Autres ministères/organismes	26	2 085 701	1 285 076
	27	11 431 357	9 314 349

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Autres	30.1	757 708	528 665
	31	757 708	528 665
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	813 474	701 807
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	813 474	701 807
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	813 474	701 807
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les sommes affectées représentent celles de la Régie.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, sans échéance.

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt 445-10, au taux préférentiel, remboursable sur demande est autorisé à 943 550 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt 486-12, au taux préférentiel, remboursable sur demande est autorisé à 2 367 725 \$.

L'emprunt temporaire de la CDSR autorisé à 49 500 \$ porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5 % et est renouvelable en juin 2025.

Pour la Régie :

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt 39-2023, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 7 396 894 \$.

L'emprunt temporaire relatif à la compensation de la collecte sélective, au taux préférentiel, remboursable sur demande, est autorisé à 3 055 851 \$.

La marge de crédit bancaire, au taux préférentiel, est autorisée à 1 000 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 683 487	1 824 412
Salaires et avantages sociaux	44	688 217	595 769
Dépôts et retenues de garantie	45	1 226 645	386 534
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	242 459	170 713
▪ Redevances - Régie	47.2	63 753	57 470
	48	4 904 561	3 034 898

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Transfert perçu d'avance SHQ	54.1	6 456 709	6 149 422
▪ Transferts perçus d'avance - autres	54.2	200 000	200 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	1 450 000	1 582 562
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	66 711	66 711
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	189 459	173 704
▪ Centre ski/aréna /loisirs	62.2	310 746	285 119
▪ Entente promutuel	62.3	466 666	
	63	9 140 291	8 457 518

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	6,06	2025	2029	64	29 980 931	26 736 381
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	678 510	854 531
Autres					69		50 000
					70	30 659 441	27 640 912
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(155 825)	(129 126)
					72	30 503 616	27 511 786

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 978 156	214 038		2 192 194
2026	74		1 870 534	163 819		2 034 353
2027	75		1 886 207	162 922		2 049 129
2028	76		1 903 283	139 393		2 042 676
2029	77		1 881 902	58 224		1 940 126
2030 et plus	78		20 460 849	14 051		20 474 900
	79		29 980 931	752 447		30 733 378
Intérêts et frais accessoires	80		(	73 937)	(	73 937)
	81		29 980 931	678 510		30 659 441

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	319 235
Autres régimes (REER et autres)	88	49 903
Régimes de retraite des élus municipaux	89	25 010
	90	394 148
		287 987
		40 450
		36 627
		365 064

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	818 540
Autres		743 185
▪ Régie	93.1	
	94	818 540
		743 185
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	743 185
Passifs engagés	96	83 890
Passifs réglés	97	(8 535)
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	818 540
		743 185

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Selon les exigences précisées au décret numéro 688-2011 adopté par le gouvernement du Québec en date du 22 juin 2011, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique autorisé. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans. La Régie doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin en 2051, des cotisations annuelles totalisant 355 975 \$. Ce coût a été calculé en fonction d'une contribution unitaire de 4,91 \$/m³ enfoui. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets enfoui doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

Principales hypothèses utilisées :

Taux d'inflation : 2 %

Taux de rendement brut : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	13 235 090	201 404		13 436 494
Eaux usées	102	19 181 361	3 939 225		23 120 586
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	39 569 830	5 419 410		44 989 240
Autres					
▪ Autres	104.1	13 107 149	1 572 621	(84 436)	14 764 206
▪ Sites enfouissement	104.2	2 631 844	100 995	97 094	2 635 745
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	25 120 114	1 539 109	159 128	26 500 095
Améliorations locatives	107	26 906			26 906
Véhicules	108	6 580 844	860 312	56 380	7 384 776
Ameublement et équipement de bureau	109	851 586	116 567		968 153
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 118 355	941 588		7 059 943
Terrains	111	2 655 377	618 231		3 273 608
Autres	112				
	113	129 078 456	15 309 462	228 166	144 159 752
Immobilisations en cours	114	2 419 254	805 863		3 225 117
	115	131 497 710	16 115 325	228 166	147 384 869
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	7 255 223	253 912		7 509 135
Eaux usées	117	10 479 203	458 387		10 937 590
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	13 339 516	1 210 265		14 549 781
Autres					
▪ Autres	119.1	2 784 362	376 077	(26 782)	3 187 221
▪ Sites enfouissement	119.2	1 699 005	106 486	36 591	1 768 900
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	7 119 384	677 885	63 571	7 733 698
Améliorations locatives	122	15 404	1 794		17 198
Véhicules	123	2 956 718	478 403	55 631	3 379 490
Ameublement et équipement de bureau	124	714 900	55 457		770 357
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 536 040	407 447		3 943 487
Autres	126				
	127	49 899 755	4 026 113	129 011	53 796 857
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	81 597 955			93 588 012
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	1 204 872			1 204 872
Amortissement cumulé	130	(243 932)	(150 060)		(393 992)
Valeur comptable nette	131	960 940			810 880

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	223 432	225 434
Autres	134	285 778	130 494
	135	509 210	355 928
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	509 210	355 928

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	175 596	433 826
Autres			
▪	144.1		
	145	175 596	433 826

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville est liée par des contrats pour des dépenses d'investissement pour un total de 1 786 433 \$.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu une entente avec la Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf et la Ville de Lac-Sergent pour le service incendie. Les redevances que la Ville va recevoir à chaque année sont déterminées en fonction des coûts réels répartis selon l'évaluation foncière des bâtiments uniformisée des municipalités participantes.

La Ville a conclu une entente avec la Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf et une entreprise privée pour l'utilisation de l'usine de traitement des eaux usées et de certains postes de pompage. Les quotes-parts qui seront versées à la Ville sont déterminées en fonction des coûts réels répartis au prorata des débits réels enregistrés pour chacun des utilisateurs dans les différents postes de pompage.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cadre du programme PRAFI, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 1 696 500 \$ à la Ville pour des travaux en lien avec la réduction des risques d'inondations par embâcle d'un coût maximal admissible de 2 262 000 \$. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 mars 2028. À la date des états financiers, 510 785 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus, considérant la réalisation des dépenses.

Dans le cadre du programme PAFIRSPA, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 8 578 745 \$ à la Ville pour des infrastructures récréatives, sportives et de plein air pour des coûts totaux admissibles de 13 570 884 \$. Les travaux doivent être exécutés avant juin 2029. À la date des états financiers, 565 054 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus, considérant la réalisation des dépenses.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Activités n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2024	2023
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse		
dans les créditeurs et charges à payer	1 210 599 \$	374 446 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Le budget de La Corporation de Développement de Saint-Raymond inc. n'a pas été adopté par le conseil d'administration.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés au instruments financiers

Dans le cours normal de leurs activités, la Ville, la CDSR et la Régie sont exposées à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville, la CDSR et la Régie sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville, de la CDSR et de la Régie au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville, la CDSR et la Régie évaluent régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville, la CDSR et la Régie ne détiennent aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de leurs débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville, la CDSR et la Régie croient que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elles établissent la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elles enregistrent une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs (autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir) déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	12 754 309 \$	10 986 719 \$
En souffrance:	-	-
Moins de 30 jours	-	-
De 30 à 60 jours	-	-
Plus de 60 jours	-	-
	12 754 309 \$	10 986 719 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(-)	(-)
	12 754 309 \$	10 986 719 \$

La Ville, la CDSR et la Régie sont d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille (Régie)

La Régie atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Régie considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville, la CDSR et la Régie éprouvent des difficultés à honorer leurs engagements financiers. Elles gèrent ce risque en tenant compte de leurs besoins opérationnels et en recourant à leurs facilités de crédit. La Ville, la CDSR et la Régie établissent des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elles disposent des fonds nécessaires pour satisfaire leurs obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2024 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	485 940	—	—	—	485 940
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 662 102	—	—	—	4 662 102
Intérêts courus à payer	242 459	—	—	—	242 459
Dette à long terme	2 192 194	4 083 482	3 982 802	20 400 963	30 659 441
	7 582 695	4 083 482	3 982 802	20 400 963	36 049 942

Pour 2023 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	91 673	–	–	–	91 673
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 864 185	–	–	–	2 864 185
Intérêts courus à payer	170 713	–	–	–	170 713
Dette à long terme	1 922 857	3 773 227	3 512 955	18 431 873	27 640 912
	5 049 428	3 773 227	3 512 955	18 431 873	30 767 483

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville, la CDSR et la Régie sont exposées à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville, de la CDSR et de la Régie est attribuable à leurs actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville et la Régie ont l'intention de conserver leurs placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoient rembourser leurs emprunts et leurs dettes selon l'échéance prévue, elles sont peu exposées à ce risque.

La Ville, la CDSR et la Régie sont exposées au risque associé aux variations des taux d'intérêt de leurs emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024					
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable		Total
Passifs financiers					
Emprunts temporaires			485 940		485 940
Dette à long terme	30 659 441		-		30 659 441
			485 940		31 145 381

31 décembre 2023					
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable		Total
Passifs financiers					
Emprunts temporaires	-		91 673		91 673
Dette à long terme	27 640 912		-		27 640 912
	27 640 912		91 673		27 732 585

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Ville, de la CDSR et de la Régie.

Autre risque de prix (pour la Régie)

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

Juste valeur (pour la Régie)

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

27. Événement subséquent

En février 2025, la Ville a procédé à un nouveau financement d'un montant de 16 622 000 \$ dont un montant de 6 511 400 \$ constitue du refinancement. Cet emprunt porte intérêts à 3,90 % et est remboursable par annuités de 822 000 \$ en 2026, de 854 000 \$ en 2027, de 887 000 \$ en 2028, de 922 000 \$ en 2029 et de 958 000 \$ en 2030.

28. Informations relatives aux apparentés

La Ville a versé 53 597 \$ en biens et services à une société privée dont le conjoint de la DG de la Ville est l'actionnaire majoritaire.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	16 973 062	18 082 265	18 275 196		18 275 196
Compensations tenant lieu de taxes	2	580 060	548 470	589 422		589 422
Quotes-parts	3					1 797 677
Transferts	4	860 410	1 135 620	1 152 691		681 485
Services rendus	5	2 425 223	2 349 990	2 519 844		1 155 152
Imposition de droits	6	929 363	652 000	1 150 256		
Amendes et pénalités	7	124 273	94 000	160 621		
Revenus de placements de portefeuille	8					35 066
Autres revenus d'intérêts	9	287 065	200 000	314 381		1 918
Autres revenus	10	857 076	185 000	87 747		348 426
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	23 036 532	23 247 345	24 250 158		4 019 724
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	3 090 191		6 523 395		73 719
Imposition de droits	16	165 429		600 949		
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	163 907		613 794		
Autres	18	113 060		100 540		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	3 532 587		7 838 678		73 719
	22	26 569 119	23 247 345	32 088 836		4 093 443
Charges						
Administration générale	23	3 627 186	3 445 135	3 410 327	133 293	
Sécurité publique	24	3 174 588	3 389 360	3 434 469	474 564	
Transport	25	5 017 021	5 048 045	5 144 922	1 478 852	116 414
Hygiène du milieu	26	2 654 033	3 120 115	3 162 782	859 690	3 050 504
Santé et bien-être	27	82 438	86 800	85 035		
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 449 793	1 656 460	1 564 794	13 005	629 608
Loisirs et culture	29	3 796 093	4 007 310	3 940 179	525 005	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	596 136	659 570	807 197		255 926
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 311 812	3 312 000	3 484 409	3 484 409	
	34	23 709 100	24 724 795	25 034 114		4 052 452
Excédent (déficit) lié aux activités	35	2 860 019	(1 477 450)	7 054 722		40 991

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 860 019	(1 477 450)	7 054 722	40 991	7 095 713
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 532 587)	()	7 838 678)	73 719)	7 912 397)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(672 568)	(1 477 450)	(783 956)	(32 728)	(816 684)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 311 812	3 312 000	3 484 409	541 704	4 026 113
Produit de cession	5			15 026	2 882	17 908
(Gain) perte sur cession	6			83 380	(2 133)	81 247
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 311 812	3 312 000	3 582 815	542 453	4 125 268
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	6 982		2 002		2 002
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	6 982		2 002		2 002
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	37 586		38 300		38 300
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	37 586		38 300		38 300
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 175 160)	1 197 200)	1 457 400)	426 677)	1 884 077)
	18	(1 175 160)	(1 197 200)	(1 457 400)	(426 677)	(1 884 077)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	285 518)	552 500)	573 064)	48 465)	621 529)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	792 292		221 631		221 631
Excédent de fonctionnement affecté	21	519 832	375 000	438 636	(38 867)	399 769
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 088 549)	(459 850)	(185 847)		(185 847)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(61 943)	(637 350)	(98 644)	(87 332)	(185 976)
	26	2 119 277	1 477 450	2 067 073	28 444	2 095 517
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 446 709		1 283 117	(4 284)	1 278 833

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 532 587	7 838 678	73 719	7 912 397
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	951 361)(	1 402 085)(	) (	1 402 085)
Sécurité publique	3 (	758 090)(	1 390 160)(	) (	1 390 160)
Transport	4 (	2 945 161)(	5 558 897)(	) (	5 558 897)
Hygiène du milieu	5 (	785 166)(	5 045 852)(	624 089)(	5 669 941)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	28 532)(	11 078)(	39 610)
Loisirs et culture	8 (	1 088 374)(	2 054 632)(	) (	2 054 632)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	6 528 152)(	15 480 158)(	635 167)(	16 115 325)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	24 435)(	155 284)(	) (	155 284)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	267 343)(	) (	267 343)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 538 160	4 326 300	307 206	4 633 506
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	285 518	573 064	48 465	621 529
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	176 979	364 545	13 886	378 431
Excédent de fonctionnement affecté	17	67 337	110 581	8 965	119 546
Réserves financières et fonds réservés	18	1 122 285	579 731		579 731
	19	1 652 119	1 627 921	71 316	1 699 237
	20	(3 362 308)	(9 948 564)	(256 645)	(10 205 209)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	170 279	(2 109 886)	(182 926)	(2 292 812)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 192 895	3 588 283	833 908	4 422 191
Débiteurs (note 5)	2	12 395 250	15 480 262	771 621	16 251 883
Prêts (note 6)	3	528 665	757 708		757 708
Placements de portefeuille (note 7)	4			813 474	813 474
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	19 116 810	19 826 253	2 419 003	22 245 256
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			485 940	485 940
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 692 513	4 305 426	599 135	4 904 561
Revenus reportés (note 11)	12	8 457 518	9 140 291		9 140 291
Dette à long terme (note 12)	13	22 430 839	25 540 446	4 963 170	30 503 616
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			818 540	818 540
	16	33 580 870	38 986 163	6 866 785	45 852 948
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 464 060)	(19 159 910)	(4 447 782)	(23 607 692)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	74 272 539	86 169 882	7 418 130	93 588 012
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	355 928	509 210		509 210
Stocks de fournitures	20	188 553	151 460	53 638	205 098
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	414 076	151 115	24 481	175 596
	23	75 231 096	86 981 667	7 496 249	94 477 916
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 817 675	4 761 159	407 952	5 169 111
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 110 966	1 315 205	303 067	1 618 272
Réserves financières et fonds réservés	26	3 477 368	4 842 584		4 842 584
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(7 259 296)	(11 110 667)	(194 534)	(11 305 201)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	58 620 323	68 013 476	2 453 690	70 467 166
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			78 292	78 292
	31	60 767 036	67 821 757	3 048 467	70 870 224
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 510 920	5 446 607	6 375 726	5 946 626
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 162 355	1 118 019	1 313 598	1 357 320
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	10 354 040	10 298 194	12 192 816	11 450 068
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	491 650	653 757	907 638	583 685
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	134 720	149 860	149 860	136 592
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	33 200	3 580	5 625	9 668
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 626 020	2 616 708	819 031	692 334
Transferts	15				
Autres	16	134 500	326 565	146 501	149 786
Autres					
Transferts	17			4 001	1 641
Autres	18	654 220	667 350	879 300	1 293 542
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	3 312 000	3 484 409	4 026 113	3 727 748
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	311 170	269 065	269 065	225 528
	22	24 724 795	25 034 114	27 089 274	25 574 538

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 169 111	5 360 668
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 618 272	1 267 259
Réserves financières et fonds réservés	3	4 842 584	3 477 368
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(11 305 201)	(7 270 904)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	70 467 166	60 861 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	78 292	23 565
	8	70 870 224	63 719 784

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 761 159	4 817 675
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	407 952	542 993
	11	5 169 111	5 360 668

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	698 000	375 000
▪ Autres - Ville	12.2	352 205	288 966
▪ PTI exercice suivant	12.3	265 000	447 000
	13	1 315 205	1 110 966
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie	14.1	303 067	156 293
	15	303 067	156 293
	16	1 618 272	1 267 259

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Disposition des boues	17.1	263 130	170 607
▪ Fonds industriel	17.2	2 432 540	2 364 653
	18	2 695 670	2 535 260
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	91 479	382 927
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	2 011 811	532 633
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	43 624	26 548
Autres			
▪	30.1		
	31	2 146 914	942 108
	32	4 842 584	3 477 368

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	17 615
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪	55.1	()	()
	56	()	17 615
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		17 615
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		17 615
	63	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	61 179	
Investissements à financer	65 (	11 366 380)(	7 270 904)
	66	(11 305 201)	(7 270 904)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	93 588 012	81 597 955
Propriétés destinées à la revente	68	509 210	355 928
Prêts	69	757 708	528 665
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	94 854 930	82 482 548
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	94 854 930	82 482 548
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	30 503 616)(	27 511 786)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	155 825)(	129 126)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 271 677	6 002 577
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		17 615
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	24 387 764)(	21 620 720)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	24 387 764)(	21 620 720)
	83	70 467 166	60 861 828

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()	()
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

En vertu de ce régime, les employés doivent verser une cotisation de 4 %, 7,50 % ou 8,75 % de leur salaire dans le Régime de retraite simplifié. La Ville est tenue de verser le même montant dans le régime de retraite simplifié. Les employés accumulent distinctement leurs cotisations et rendement pour constituer leur compte du participant. La partie de ce compte correspondant à la part de l'employeur (additionnée du rendement généré par celle-ci) servira à leur verser une prestation sous une forme qu'ils auront choisie. La partie correspondant à la part de l'employé est disponible sous forme de REER au départ de l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	319 235	287 987
	110	319 235	287 987

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Concernant la le REER de la Régie : taux de cotisation des employés et de l'employeur entre 6 % et 8 %.

Concernant le REER de la Corporation de Développement de Saint-Raymond inc. : taux de cotisation des employés et de l'employeur entre 3 % et 7 %.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	49 903	40 450
Autres régimes	115		
	116	49 903	40 450

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	4	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 498	6 870
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	11 787	23 151
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	13 223	13 476
	121	25 010	36 627

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 628 475	13 730 316	12 914 617
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	157 740	151 060	138 336
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 786 215	13 881 376	13 052 953
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	448 290	455 332	441 155
Égout	13	544 840	551 917	451 547
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 263 430	1 291 858	1 129 378
Autres				
▪ Boues fosses septiques	16.1	345 190	350 561	283 873
▪ Évaluation	16.2	394 030	394 809	339 573
▪ Urbanisme	16.3	790 420	792 011	728 225
▪ Déneigement	16.4	359 070	356 597	322 179
▪ Compteurs d'eau et roulottes	16.5	51 560	64 792	57 038
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 000	65 955	58 542
Service de la dette	18	38 220	32 470	32 122
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	6 000	23 923	62 870
Activités d'investissement	21			
	22	4 296 050	4 380 225	3 906 502
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24		13 595	13 607
	25		13 595	13 607
	26	4 296 050	4 393 820	3 920 109
	27	18 082 265	18 275 196	16 973 062

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	18 430	5 451	18 321
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	75 020	75 017	75 017
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	195 480	230 240	200 637
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	214 610	232 201	220 272
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	503 540	542 909	514 247
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	14 070	14 990	16 667
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 860	1 684	1 614
Taxes d'affaires	38			
	39	15 930	16 674	18 281
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	29 000	29 839	47 532
	45	29 000	29 839	47 532
	46	548 470	589 422	580 060

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			10 000
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	60 610	38 409	40 400
Sécurité civile	51	50 000	32 904	145 959
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	213 730	207 180	259 586
Enlèvement de la neige	54	66 300	66 300	66 330
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	12 980	73 106	80 259
Traitement des eaux usées	65			16 648
Réseaux d'égout	66	50 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		160 343	165 397
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	100 000	73 123	43 452
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	402	402	2 677
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	33 800	33 800	20 000
Réseau d'électricité	86			
	87	553 620	525 224	685 567
				850 708

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92		500 339	500 339	446 490
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94		5 098 002	5 098 002	2 643 701
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104				
Réseau de distribution de l'eau potable	105		187 500	187 500	
Traitement des eaux usées	106				
Réseaux d'égout	107		172 500	172 500	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111			73 719	57 107
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	565 054	565 054	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	6 523 395	6 597 114	3 147 298

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133			521 142	391 550
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	582 000	627 467	627 467	175 099
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138				
	139	582 000	627 467	1 148 609
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 135 620	7 676 086	8 431 290
				566 649
				4 564 655

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	297 000	310 780	309 000
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	297 000	310 780	309 000
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	247 080	231 912	191 767
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	247 080	231 912	191 767
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155	900		
	156	900		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	17 120	13 892	13 557
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		1 218	2 651
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		711	
Tri et conditionnement	163			
Autres	164		84 348	82 800
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	17 120	13 892	99 008

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	20 642	20 642	
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	20 642	20 642	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	11 500	11 511	11 511
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	11 500	11 511	11 511
Réseau d'électricité	183			
	184	573 600	588 737	675 014
				611 286

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185	110 000	109 391	101 016
Évaluation	186			
Autres	187	112 180	124 046	39 751
	188	222 180	233 437	140 767
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	8 000	5 756	11 914
	194	8 000	5 756	11 914
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	30 000	47 133	34 861
Enlèvement de la neige	196		5 470	210
Autres	197	6 500	23 504	161 778
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	36 500	76 107	196 849
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	2 000	25 146	39 142
Traitement des eaux usées	206	108 940	97 336	43 994
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208		319 081	384 780
Matières recyclables	209		235 098	234 658
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	70 000	109 507	113 679
	214	180 940	231 989	816 253

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222		373 255	160 967
Autres	223			
	224		373 255	160 967
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 086 970	1 022 698	1 235 583
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	241 800	361 120	273 436
	228	1 328 770	1 383 818	1 509 019
Réseau d'électricité	229			
	230	1 776 390	1 931 107	2 999 982
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 349 990	3 674 996	3 447 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	110 000	108 946	108 946	93 436
Droits de mutation immobilière 233	500 000	1 001 962	1 001 962	786 688
Droits sur les carrières et sablières 234	42 000	640 297	640 297	214 668
Autres 235				
	236	652 000	1 751 205	1 094 792
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	94 000	160 621	160 621	124 273
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238			35 066	39 858
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	200 000	314 381	316 299	287 188
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		(83 380)	(81 247)	47 751
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242	180 000	135 512	135 512	845 411
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				(10 347)
Contributions des promoteurs 244		613 794	613 794	163 907
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246				
Autres contributions 247		100 540	100 540	113 060
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	5 000	35 615	182 293	106 259
	250	185 000	950 892	1 266 041
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	401 865	394 361	108	394 469	394 469	382 560
Greffé et application de la loi	2	706 070	761 087		761 087	761 087	686 736
Gestion financière et administrative	3	1 546 580	1 494 942	78 609	1 573 551	1 573 551	1 553 436
Évaluation	4	314 670	314 670		314 670	314 670	267 340
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	475 950	445 267	54 576	499 843	499 843	834 126
	7	3 445 135	3 410 327	133 293	3 543 620	3 543 620	3 724 198
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 098 700	2 113 844		2 113 844	2 113 844	2 016 559
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	980 720	979 492	260 799	1 240 291	1 240 291	1 093 261
Sécurité civile	11	184 690	198 060	213 765	411 825	411 825	414 647
Autres	12	125 250	143 073		143 073	143 073	115 544
	13	3 389 360	3 434 469	474 564	3 909 033	3 909 033	3 640 011
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 398 235	2 533 511	1 385 659	3 919 170	3 919 170	3 834 244
Enlèvement de la neige	15	2 312 870	2 296 242	43 975	2 340 217	2 340 217	2 229 610
Éclairage des rues	16	69 700	80 430	45 182	125 612	125 612	119 063
Circulation et stationnement	17	211 780	178 033	4 036	182 069	182 069	176 226
Transport collectif							
Transport en commun	18	43 460	43 456		43 456	43 456	39 526
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	12 000	13 250		13 250	129 664	146 597
	22	5 048 045	5 144 922	1 478 852	6 623 774	6 740 188	6 545 266

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	92 420	108 347	65 284	173 631	173 631	152 680
Réseau de distribution de l'eau potable	24	435 645	458 527	240 962	699 489	699 489	725 438
Traitement des eaux usées	25	217 860	221 667	227 118	448 785	448 785	376 314
Réseaux d'égout	26	471 780	423 393	326 326	749 719	749 719	672 431
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	500 300	509 173		509 173	387 522	338 492
Élimination	28	383 730	383 732		383 732	938 812	869 771
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	400 000	400 001		400 001	500 974	431 008
Tri et conditionnement	30					75 301	129 578
Matières organiques							
Collecte et transport	31	154 530	154 534		154 534	381 904	371 895
Traitement	32					193 116	336 853
Matériaux secs	33					528 699	416 953
Autres	34	444 670	484 223		484 223	173 853	28 986
Plan de gestion	35						
Autres	36					4 309	1 752
Cours d'eau	37	19 180	19 185		19 185	19 185	16 249
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	3 120 115	3 162 782	859 690	4 022 472	5 275 299	4 868 400
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	65 000	63 234		63 234	63 234	59 680
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	21 800	21 801		21 801	21 801	22 758
	45	86 800	85 035		85 035	85 035	82 438

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	787 600	840 954	11 255	852 209	852 209	758 797
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	3 000	830	446	1 276	1 276	2 089
Autres biens	48	200 000	146 246		146 246	146 246	86 904
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	521 880	425 717	1 304	427 021	857 014	688 676
Tourisme	50						
Autres	51		2 002		2 002	2 002	6 982
Autres	52	143 980	149 045		149 045	149 045	127 609
	53	1 656 460	1 564 794	13 005	1 577 799	2 007 792	1 671 057
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54						
Patinoires intérieures et extérieures	55	864 070	852 061	155 050	1 007 111	1 007 111	979 332
Piscines, plages et ports de plaisance	56	40 000	38 057		38 057	38 057	36 999
Parcs et terrains de jeux	57	524 490	594 138	126 542	720 680	720 680	549 807
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	1 542 690	1 403 647	99 758	1 503 405	1 503 405	1 633 558
	61	2 971 250	2 887 903	381 350	3 269 253	3 269 253	3 199 696
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	497 930	429 403	140 481	569 884	569 884	561 139
Bibliothèques	63						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	35 940	39 322	3 174	42 496	42 496	36 206
Autres	66	502 190	583 551		583 551	583 551	516 182
	67	1 036 060	1 052 276	143 655	1 195 931	1 195 931	1 113 527
	68	4 007 310	3 940 179	525 005	4 465 184	4 465 184	4 313 223

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	556 370	724 796		724 796	972 095	645 797
Autres frais	71	70 000	78 821		78 821	85 403	74 480
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	33 200	3 580		3 580	5 625	9 668
	74	659 570	807 197		807 197	1 063 123	729 945
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 312 000	3 484 409 (	3 484 409)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	147 299	147 299	366 165
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	17 402	17 402	
Conduites d'égout	4	3 683 453	3 683 453	188 544
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		300 090	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 154 586	5 154 586	2 427 086
Ponts, tunnels et viaducs	7	60 524	60 524	
Systèmes d'éclairage des rues	8	297 636	297 636	149 078
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	864 941	864 941	858 655
Autres infrastructures	11	1 070 656	1 148 037	810 438
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 062 751	1 067 883	3 209 393
Édifices communautaires et récréatifs	14	686 419	686 419	15 525
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	825 870	860 312	625 519
Ameublement et équipement de bureau	18	53 570	62 461	44 908
Machinerie, outillage et équipement divers	19	921 925	1 131 156	422 328
Terrains	20	633 126	633 126	283 152
Autres	21			
	22	15 480 158	16 115 325	9 400 791

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	147 299	147 299	366 165
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	17 402	17 402	
Conduites d'égout	4	3 683 453	3 683 453	188 544
Autres infrastructures	5	7 432 376	7 809 847	3 981 540
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	15 967	15 967	263 717
Autres immobilisations corporelles	11	4 183 661	4 441 357	4 600 825
	12	15 480 158	16 115 325	9 400 791

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 581			25 581
Réserves financières et fonds réservés	3	270 326	1 741 485		2 011 811
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 630 538		343 460	1 287 078
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 711 890	2 892 021	1 540 617	21 063 294
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	21 638 335	4 633 506	1 884 077	24 387 764
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 858 260	611 000	351 463	6 117 797
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 858 260	611 000	351 463	6 117 797
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	144 317		(9 563)	153 880
	15	6 002 577	611 000	341 900	6 271 677
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 002 577	611 000	341 900	6 271 677
	19	27 640 912	5 244 506	2 225 977	30 659 441
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	27 640 912	5 244 506	2 225 977	30 659 441

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	25 695 001
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 171 846
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	2 011 811
Débiteurs	8	6 117 797
Autres montants	9	153 880
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	61 179
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	28 522 180
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	5 440 601
Endettement net à long terme	14	33 962 781
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	128 793
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	34 091 574
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	34 091 574
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	314 670	314 669	314 669	267 340
Autres	3	194 640	194 633	194 633	156 082
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6	16 810	16 811	16 811	5 933
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	18 290	18 290	18 290	15 525
Autres	10	25 170	25 166	25 166	24 001
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	1 780 730	1 771 421	(26 256)	(23 873)
Cours d'eau	13	19 180	19 185	19 185	16 249
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17	21 800	21 801	21 801	22 758
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	107 950	107 946	107 946	91 706
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	96 880	96 883	96 883	87 714
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	29 900	29 903	29 903	28 899
Réseau d'électricité	24				
	25	2 626 020	2 616 708	819 031	692 334

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	15 480 158	6 528 152
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	15 480 158	6 528 152

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,40	35,00	35 104,00	1 627 050	400 898	2 027 948
Professionnels	2						
Cols blancs	3	32,70	32,50	57 059,00	1 538 206	357 764	1 895 970
Cols bleus	4	27,40	40,00	62 292,00	1 766 504	279 271	2 045 775
Policiers	5						
Pompiers	6	4,30	40,00	9 489,00	265 730	37 428	303 158
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	82,80		163 944,00	5 197 490	1 075 361	6 272 851
Élus	9	7,00			249 117	42 658	291 775
	10	89,80			5 446 607	1 118 019	6 564 626

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	73 106	187 500			260 606
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		172 500			172 500
Autres	6	1 079 585	5 014 872	1 148 523		7 242 980
	7	1 152 691	5 374 872	1 148 523		7 676 086

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23 023	11 138
	4	23 023	11 138
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	190 777	167 675
Sécurité civile	8	68 817	10 316
Autres	9		
	10	259 594	177 991
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	339 995	227 850
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	339 995	227 850
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 682	2 751
Réseau de distribution de l'eau potable	18	40 883	41 464
Traitement des eaux usées	19	898	1 427
Réseaux d'égout	20	46 250	47 312
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	89 713	92 954
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	10 737	
	37	10 737	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	36 318	37 151
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	47 817	49 052
	41	84 135	86 203
Réseau d'électricité			
	42		
	43	807 197	596 136

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Claude Duplain	1.1	Maire	61 800	19 422	6 148	3 073
Yvan Barrette	1.2	Conseiller	18 180	9 090	2 604	1 302
Pierre Cloutier	1.3	Conseiller	18 180	9 090		
Claude Renaud	1.4	Conseiller	18 180	9 090		
Philippe Gasse	1.5	Conseiller	18 180	9 090		
Fernand Lirette	1.6	Conseiller	18 180	9 090		
Benoit Voyer	1.7	Conseiller	18 180	9 090		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 507 735 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 50 000 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 7 000 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 132 600 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 2 300 000 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 100 000 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 200 000 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 300 000 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 2 600 000 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 25-03-069

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-03-17

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 21-03-091

b) Date d'adoption de la résolution 86 2021-03-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 1

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 1

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 646

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 1 248

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1.

Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒

☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?
2.

La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

2

☒

☐
3.

3

☒

☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3.

La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐

☒
4.

La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐

☒
5.

La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐

☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6.

Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐

☒
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐

☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-09

Nom du signataire : Nicolas Pépin

Fonction du signataire : Trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-25

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-25 16:03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	23 036 532	23 247 345	24 250 158	4 019 724	26 272 590
Investissement	2	3 532 587		7 838 678	73 719	7 912 397
	3	26 569 119	23 247 345	32 088 836	4 093 443	34 184 987
Charges	4	23 709 100	24 724 795	25 034 114	4 052 452	27 089 274
Excédent (déficit) lié aux activités	5	2 860 019	(1 477 450)	7 054 722	40 991	7 095 713
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 532 587)(	) (	7 838 678)(	73 719)(	7 912 397)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(672 568)	(1 477 450)	(783 956)	(32 728)	(816 684)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 311 812	3 312 000	3 484 409	541 704	4 026 113
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 175 160)(	1 197 200)(	1 457 400)(	426 677)(	1 884 077)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	285 518)(	552 500)(	573 064)(	48 465)(	621 529)
Excédent (déficit) accumulé	12	223 575	(84 850)	474 420	(38 867)	435 553
Autres éléments de conciliation	13	44 568		138 708	749	139 457
	14	2 119 277	1 477 450	2 067 073	28 444	2 095 517
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 446 709		1 283 117	(4 284)	1 278 833

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 192 895	3 588 283	4 422 191
Débiteurs	2	12 395 250	15 480 262	16 251 883
Prêts	3	528 665	757 708	757 708
Placements de portefeuille	4			813 474
Autres	5			
	6	19 116 810	19 826 253	22 245 256
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			485 940
Créditeurs et charges à payer	9	2 692 513	4 305 426	4 904 561
Revenus reportés	10	8 457 518	9 140 291	9 140 291
Dette à long terme	11	22 430 839	25 540 446	30 503 616
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			818 540
	14	33 580 870	38 986 163	45 852 948
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(14 464 060)	(19 159 910)	(23 607 692)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	74 272 539	86 169 882	93 588 012
Autres	17	958 557	811 785	889 904
	18	75 231 096	86 981 667	94 477 916
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	4 817 675	4 761 159	5 169 111
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 110 966	1 315 205	1 618 272
Réserves financières et fonds réservés	21	3 477 368	4 842 584	4 842 584
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	)(
Financement des investissements en cours	23	(7 259 296)	(11 110 667)	(11 305 201)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	58 620 323	68 013 476	70 467 166
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			78 292
	26	60 767 036	67 821 757	70 870 224

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	1.1	698 000	375 000
▪ Autres - Ville	1.2	352 205	288 966
▪ PTI exercice suivant	1.3	265 000	447 000
	2	1 315 205	1 110 966
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	303 067	156 293
	4	1 618 272	1 267 259
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Disposition des boues	5.1	263 130	170 607
▪ Fonds industriel	5.2	2 432 540	2 364 653
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	91 479	382 927
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	2 011 811	532 633
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	43 624	26 548
Autres			
▪	14.1		
	15	4 842 584	3 477 368
	16	6 460 856	4 744 627

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	28 522 180
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	34 091 574
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 037 392	295 907
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	21 063 294	19 711 890
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 287 078	1 630 538
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 117 797	5 858 260
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	153 880	144 317
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	30 659 441	27 640 912

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	16 973 062	18 082 265	18 275 196	18 275 196
Compensations tenant lieu de taxes	13	580 060	548 470	589 422	589 422
Quotes-parts	14				
Transferts	15	860 410	1 135 620	1 152 691	1 834 176
Services rendus	16	2 425 223	2 349 990	2 519 844	3 674 996
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 053 636	746 000	1 310 877	1 345 943
Autres	18	1 144 141	385 000	402 128	552 857
	19	23 036 532	23 247 345	24 250 158	26 272 590
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 090 191		6 523 395	6 597 114
Autres	23	442 396		1 315 283	1 315 283
	24	3 532 587		7 838 678	7 912 397
	25	26 569 119	23 247 345	32 088 836	34 184 987

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	3 445 135	3 410 327	133 293	3 543 620	3 543 620	3 724 198
Sécurité publique							
Police	2	2 098 700	2 113 844		2 113 844	2 113 844	2 016 559
Sécurité incendie	3	980 720	979 492	260 799	1 240 291	1 240 291	1 093 261
Autres	4	309 940	341 133	213 765	554 898	554 898	530 191
Transport							
Réseau routier	5	4 992 585	5 088 216	1 478 852	6 567 068	6 567 068	6 359 143
Transport collectif	6	43 460	43 456		43 456	43 456	39 526
Autres	7	12 000	13 250		13 250	129 664	146 597
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 217 705	1 211 934	859 690	2 071 624	2 071 624	1 926 863
Matières résiduelles	9	1 883 230	1 931 663		1 931 663	3 184 490	2 925 288
Autres	10	19 180	19 185		19 185	19 185	16 249
Santé et bien-être	11	86 800	85 035		85 035	85 035	82 438
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	787 600	840 954	11 255	852 209	852 209	758 797
Promotion et développement économique	13	521 880	427 719	1 304	429 023	859 016	695 658
Autres	14	346 980	296 121	446	296 567	296 567	216 602
Loisirs et culture	15	4 007 310	3 940 179	525 005	4 465 184	4 465 184	4 313 223
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	659 570	807 197		807 197	1 063 123	729 945
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	21 412 795	21 549 705	3 484 409	25 034 114	27 089 274	25 574 538
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 312 000	3 484 409 (	3 484 409)			
	21	24 724 795	25 034 114		25 034 114	27 089 274	25 574 538

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	3 532 587	7 838 678	73 719	7 912 397
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 528 152)(	15 480 158)(	635 167)(	16 115 325)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	24 435)(	422 627)(	) (	422 627)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 538 160	4 326 300	307 206	4 633 506
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	285 518	573 064	48 465	621 529
Excédent accumulé	6	1 366 601	1 054 857	22 851	1 077 708
	7	(3 362 308)	(9 948 564)	(256 645)	(10 205 209)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	170 279	(2 109 886)	(182 926)	(2 292 812)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14